

## Les divisions politiques s'accroissent à l'approche des élections au Burundi

PANA, 28 juillet 2014 Bujumbura, Burundi - Les divisions internes à plusieurs partis ont gagné samedi le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU) avec l'annonce, par les organes dirigeants, de la suspension pour une durée indéterminée de l'un de ses poids lourds et ancien chef de l'Etat, Domitien Ndayizeye, pour "manquements graves" à la discipline de la principale formation politique de l'opposition extraparlamentaire du moment dans le pays. L'homme en rupture de ban avec le FRODEBU n'était pas revenu au-devant de la scène depuis sa libération, au bout de plus d'un an d'emprisonnement pour "tentative de coup d'Etat" au début du régime actuel qui en est aujourd'hui son mandat depuis 2005.

Le cas Ndayizeye a occupé la direction du parti une bonne partie de la nuit dernière et c'est le vice-président du FRODEBU, Frédéric Bamvuginyumvira, qui est venu dire samedi à la presse, que le FRODEBU suspendait M. Ndayizeye sous plusieurs chefs d'accusation dont la "tenue illégale de réunions clandestines", ou encore le "dénigrement des organes dirigeants" et le "refus de cotiser" depuis 2010. Selon la loi, les partis au Burundi doivent s'abstenir des aides financières autres que les cotisations de leurs membres, surtout les plus fortunés et l'ancien chef de l'Etat et actuel sénateur, qui fait en même temps des affaires, est de ceux-là qui ont des moyens de leurs ambitions politiques, dit-on dans les rangs du FRODEBU. Une veille d'armes est également en cours à l'Unité pour le progrès national (UPRONA, ex-parti unique) dont une aile dissidente a convoqué des états généraux controversés destinés à recoller les morceaux pour ce dimanche, sous la houlette de Mme Concilie Nibigira, qui est la représentante «légitime» reconnue par le ministre de l'intérieur ayant dans ses attributions la gestion des associations à caractère politique. Le président qui se revendique de l'aile "légitime" de l'UPRONA, Charles Nditije, a déjà déclaré de "tout faire" la rencontre dominicale qui ne sera pas reconnue par les statuts du parti. Les forces nationales de libération (FNL) passent pour un autre parti de l'opposition presque en lambeaux, alors qu'il comptait avant les dernières élections générales de 2010 parmi les formations importantes sur l'échiquier politique du pays. Dans tous les cas, l'opposition pointe un doigt accusateur sur la mouvance présidentielle de tirer les ficelles à distance dans le but de mettre de son côté toutes les chances de succès aux élections de 2015. Du côté de la mouvance présidentielle, on ne se lasse pas cependant de conseiller l'unité dans les rangs au sein de l'opposition et de cette façon, personne ne viendra de l'extérieur pour semer la zizanie. Toujours du côté de la mouvance présidentielle, l'accalmie dure depuis la mise par l'emprisonnement de l'ancien homme fort du Conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir), Hussein Radjabu, en 2007, pour "atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat". Un chef d'accusation grave qui traduit, ici aussi, des luttes intestines pour le leadership interne, selon les analystes politiques à Bujumbura. Ces divisions se doublent d'intolérance politique et de fortes sollicitations des médias, ce qui pose déjà à l'opinion la question de savoir à quoi ressemblera le climat électoral de 2015. Quant à la communauté internationale, des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, l'heure est aux conditionnalités d'organiser des élections apaisées, inclusives, transparentes, démocratiques, justes et équitables pour mobiliser les 60 millions de dollars us que réclame la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour financer correctement les cinq scrutins municipal, présidentiel, législatif, sénatorial et collinaire qui sont prévus entre les mois de mai et août 2015 au Burundi.